

La BCE fait le choix de la lutte contre l'inflation

Note rédigée suite à la publication de la BCE du 11 juin 2026¹

Synthèse

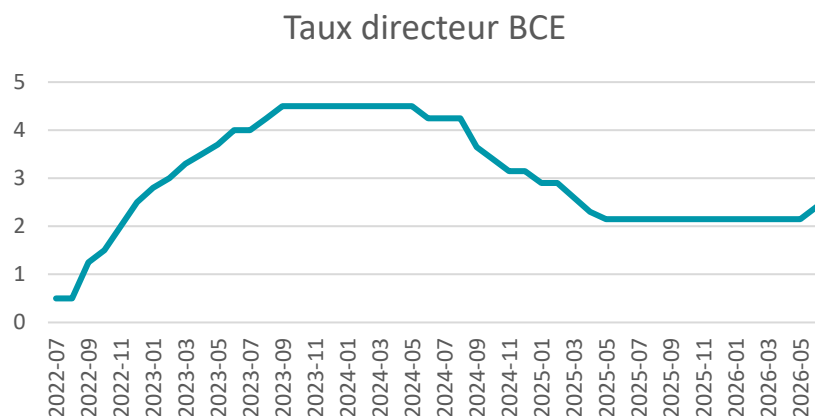
En choisissant d'augmenter les taux directeurs de 0,25 point la BCE privilégie la lutte contre l'inflation sur le soutien à l'activité, un choix qui était largement attendu. Les États-Unis sont, pour leur part, dans une situation encore plus inconfortable que la zone euro. En effet, les pressions de Donald Trump en faveur d'une baisse des taux compliquent l'équation pour la Fed et conduisent à une tiers-mondisation de la politique monétaire américaine.

1. Hausse des taux de la BCE

La situation est délicate pour la BCE. D'un côté, la hausse de l'inflation liée à la guerre en Iran plaide clairement pour une hausse des taux. D'un autre côté la nature de cette inflation, exclusivement liée aux prix de l'énergie à ce stade, tout comme l'effet négatif de ce choc inflationniste sur la croissance plaident pour le statu quo. Pourquoi augmenter les taux alors que ces derniers n'ont pas d'effets sur la cause première de l'inflation, à savoir le prix du pétrole ?

La BCE a tranché, sans grande surprise, en faveur de la hausse des taux. L'institution privilégie ainsi la lutte contre l'inflation au soutien à l'activité. L'inflation présente une composante auto-réalisatrice : si chacun anticipe une hausse des prix les comportements sont ajustés en fonction ce qui, *in fine*, stimule l'inflation. En affichant sa volonté de freiner l'inflation la BCE envoie un signal fort qui peut aider à une propagation de l'inflation au-delà des prix de l'énergie (produits manufacturés, services, salaires notamment). Au risque, sans doute, d'asphyxier une économie européenne en petite forme.

Mais la BCE n'avait le choix qu'entre de mauvaises solutions et a préféré s'en tenir à son mandat premier de contrôle des prix.



¹ <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2026/html/ecb.mp260611~4d41bd5e83.en.html>

2. La politique monétaire américaine est en voie de tiers-mondisation

Kevin Warsh, récemment nommé à la tête de la banque centrale américaine, est dans une position très inconfortable.

D'un côté, une multitude de statistiques incitent à une hausse des taux. Premièrement, la hausse de l'inflation, désormais à 4,2 %, indique clairement que les droits de douane d'abord et la guerre en Iran ensuite poussent les prix toujours plus haut, une situation face à laquelle la fed peut difficilement demeurer passive. Deuxièmement, les bons chiffres des créations d'emplois en mai² plaident pour donner la priorité à la lutte contre l'inflation plutôt qu'au soutien à l'emploi.

D'un autre côté, Kevin Warsh est sous la pression (dont l'intensité exacte est difficile à estimer) de Donald Trump, qui plaide régulièrement pour une baisse des taux. En temps normal, tout ceci ne devrait pas entrer en ligne de compte, la banque centrale étant indépendante du pouvoir politique. Mais les États-Unis ne sont plus « en temps normal » et le simple fait que des doutes subsistent quant à l'influence de Donald Trump sur la politique monétaire fait perdre à cette dernière une bonne part de sa crédibilité dans son objectif de lutte contre l'inflation. La volonté de Donald Trump de baisser les taux semble intacte puisqu'il a récemment déclaré « aimer l'inflation³ », des propos surprenant pour un président qui s'est fait élire sur une promesse de baisse des prix.

Quelle que soit la prochaine décision de politique monétaire de la fed, la pente sur laquelle sont engagés les États-Unis est glissante. Se préoccuper de l'influence du président en exercice sur les taux d'intérêt est d'ordinaire le lot de l'Argentine ou de la Turquie, pas du pays émettant la monnaie de référence mondiale.

Sans réaffirmation de l'indépendance de la banque centrale, et plus largement sans fonctionnement sain des institutions américaines, le pays risque de connaître un dérapage inflationniste croissant. L'exemple de la Turquie, où la volonté farouche du président Erdogan de baisser les taux avait fait bondir l'inflation, devrait servir de rappel aux Américains quant à l'importance de la séparation des pouvoirs.

Rédigé le 11 juin 2026 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr



² <https://www.cnbc.com/2026/06/05/jobs-report-may-2026.html>

³ https://www.bfmtv.com/economie/international/j-aime-l-inflation-alors-que-les-prix-accelarent-fortement-aux-etats-unis-donald-trump-se-rejouit-de-chiffres-supers-et-promet-que-l-inflation-va-retomber-comme-une-pierre-un-fois-la-guerre-terminee_AD-202606110072.html